

Université Paris 8

IED

MARCHÉ PUBLIC

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Mise à disposition d'une plateforme de télésurveillance des examens en ligne et des services associés pour l'Institut de l'Enseignement à Distance (IED) de l'université Paris 8











Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Accord-cadre n° 2025AF20





SOMMAIRE

Article 1. DÉFINITIONS	4
Article 2. OBJET DU CONTRAT	4
2.1. Description des prestations.....	4
2.2. Intervenants.....	5
Article 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
3.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :	6
3.2. Nature de la prestation :	6
3.3. Evaluation des besoins :	6
3.4. Présentation des bons de commande :	7
Article 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
4.1. Durée du contrat :	7
4.2. Délais d'exécution :	7
4.3. Modalités de reconduction :	7
4.4. Prestations similaires :	8
Article 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	8
5.1. Prix du contrat	8
5.2. Conditions de paiement	10
Article 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	12
6.1. Conditions de réalisation des prestations	12
6.2. Développement durable	12
6.3. Autres stipulations	14
Article 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	15
7.1. Obligations courantes du titulaire.....	15
7.2. Obligations de résultat du titulaire.....	19
7.3. Obligations liées à la sécurité	20
7.4. Responsabilité Sociétale des Entreprises.....	21
Article 8. CESSION	21
Article 9. LITIGE ET SANCTIONS.....	22
9.1. Pénalités.....	22
9.2. Autres stipulations	23
Article 10. FIN DU CONTRAT	25
10.1. Destruction des données :	25
10.2. Réversibilité.....	25
10.3. Résiliation pour motif d'intérêt général :	25

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mise à disposition d'une plateforme de télésurveillance des examens en ligne et des services associés pour l'Institut de l'Enseignement à Distance (IED) de l'université Paris 8
	Acheteur	Université Paris 8
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Université Paris 8
	Durée	12 Mois - 3 reconductions - Marché sans mise en concurrence ultérieur avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Article 9 du présent document
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Mixtes

Article 1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC) du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

Article 2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

2.1.1. Objet de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mise à disposition d'une plateforme de télésurveillance des examens en ligne et des services associés pour l'Institut de l'Enseignement à Distance (IED) de l'université Paris 8.

L'objectif de ce marché est de conclure un contrat avec un prestataire chargé d'assurer la télésurveillance des examens à distance, réalisés depuis le domicile des étudiants, dans le cadre de formations diplômantes ou certifiantes proposées par l'Université Paris 8.

Les examens concernent environ 3500 étudiants, dans 5 domaines disciplinaires et 9 diplômes (licences, masters, DU).

2.1.2. Lieu d'exécution :

Les prestations ont lieu depuis les locaux du titulaire.

Des interventions ponctuelles (réunions, formations, interventions techniques...) peuvent avoir lieu dans les locaux de l'université / IED.

Adresse de l'université Paris 8 : **2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis.**

2.1.3. Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les

prestations objet du contrat.

2.1.4. Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont énumérées ci-dessous par ordre décroissant de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- l'annexe à l'AE relative à la protection des données personnelles (annexe RGPD) ;
- le présent CCAP ;
- le bordereau des prix (BP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et ses 3 annexes :
 - o Annexe 1 : règlement des épreuves surveillées en ligne 2025
 - o Annexe 2 : Exemples d'épreuves
 - o Annexe 3 : Tableau récapitulatif des besoins fonctionnels et techniques ;
- le CCAG Techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire et ses annexes ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Paris 8**, IED (institut d'enseignement à distance) représenté par Arnaud Laimé, président de l'université.

Adresse et coordonnées :

IED

Université Paris 8

2, Rue de la Liberté

Saint-Denis

93526 SAINT-DENIS cedex

Téléphone : 01 49 40 67 89

Courriel : service.marches@univ-paris8.fr

Site internet : <https://www.univ-paris8.fr/>

2.2.1. Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas

d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Article 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

Conformément à l'article R2113-3 du Code de la commande, l'accord-cadre n'est pas alloué car il est impossible de distinguer des prestations distinctes.

La forme principale retenue pour l'exécution du contrat est **à bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

3.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

3.3. Evaluation des besoins :

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 1 920 000 € HT sur toute sa durée, périodes de reconduction comprises.

Le montant annuel du marché est estimé à 320 000 K€, sur la base des quantitatifs suivants :

	Session janvier	Session avril	Session rattrapage juin
Dates de début	mi-janvier	mi-avril	début juin
Nombre de jours, horaires	6 jours comprenant le samedi, de 9h00 à 19H00	6 jours comprenant le samedi, de 9h00 à 19H00	12 jours comprenant le samedi de 9h00 à 19H00
Nombre d'étudiants	2 000	1 800	1 200
Nombre épreuves	110	80	190
Nombre d'étudiants moyen par épreuve	65	65	65
Nombre d'heures / candidat de surveillance examens	13 600	10 500	15 000
Nombre de connexions simultanées maximum par session	2 000	1 800	1 200

Ces quantités sont données à titre indicatif sans engager l'université.

3.4. Présentation des bons de commande :

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande. Les bons de commande seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins et au plus tard 15 jours avant le début de chaque session d'examen.

Chaque bon de commande précisera :

- Les références du présent accord-cadre, le numéro du lot,
- Le numéro du bon de commande,
- La description des prestations et/ou fournitures commandées,
- Les prix unitaires ou forfaitaires hors taxes et le montant total TTC de la commande,
- Le lieu d'exécution,
- L'adresse de facturation.

Le titulaire a l'obligation de n'accepter que les bons de commande numérotés et signés électroniquement par les personnes habilitées à engager juridiquement l'Université, et s'engage également à n'accepter aucune commande téléphonique.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne qu'il a désignée à cet effet.

Article 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1. Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une période ferme de **douze (12) mois** à compter de la notification du contrat.

Il est reconductible **trois (3) fois** pour une nouvelle période de **douze (12) mois**.

4.2. Délais d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations sont fixés au CCTP. Le délai d'initialisation de la solution est fixé à 4 semaines à compter de l'envoi d'un ordre de service de démarrage des travaux d'initialisation.

4.3. Modalités de reconduction :

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 3 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

4.4. Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence ayant l'objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois (3) ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Article 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

5.1.1. Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires ou forfaitaires**, tels que fixés au bordereau des prix (BP).

5.1.2. Variation des prix :

Les prix du contrat sont **fermes la première année**. Ils sont ensuite **révisables**, à la hausse comme à la baisse, une fois par an, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule de variation.

La formule de variation utilisée est :

$$P = P_o \times [0.15 + 0.85 \times (I_o/I_m)]$$

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois M_o

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
010766506	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JC – Activités informatiques et services d'information

Le mois d'établissement des prix est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M₀).

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

À compter de la deuxième année, les prix sont révisables chaque année à la date anniversaire de l'accord-cadre, selon la formule suivante :

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Le titulaire transmet à l'université Paris 8 la proposition de prix révisés un (1) mois avant la date anniversaire du contrat.

En cas de non-respect du délai, la révision n'est pas appliquée et les prix de l'année précédente demeurent en vigueur.

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

5.1.3. Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

Les informations relatives à la variation des prix est communiquée, au moins un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, au service facturier et au service des achats et des marchés par courriel aux adresses suivantes :

sfact@univ-paris8.fr

service.marches@univ-paris8.fr

Le titulaire joint à sa demande de révision le BP actualisé en version Excel.

L'université dispose de 30 jours à compter de la réception de cette demande pour accepter ou refuser la révision.

La demande de révision intervenant hors des délais prescrits ne sera applicable que pour les factures émises après acceptation des nouveaux tarifs par l'université.

Passé un mois à compter de la date de réception des nouveaux tarifs, le silence de l'université vaudra acceptation des nouveaux tarifs.

5.1.4. Clause de sauvegarde :

En cas de hausse supérieure à 3 %, et par dérogation à l'article 47 du CCAG/TIC, l'Université se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

5.1.5. Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;

- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Sauf stipulation contraire, aucun frais additionnel ne peut être facturé à l'université Paris 8.

5.1.6. Frais de coordination :

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

5.1.7. TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

5.2.1. Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 30 % (option A du CCAG, article 11.1) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

5.2.2. Envoi des factures :

Les factures devront parvenir à l'université via la plateforme CHORUS PRO en renseignant les champs suivants :

- n° Siret : 199 318 270 000 14
- le numéro du marché ou de l'accord-cadre, et du lot le cas échéant,
- le numéro d'engagement (n° EJ-CDE ou EJ-ATT figurant sur la commande)
- le n° de code service figurant sur la commande.

Le défaut de saisie du n° d'EJ ou du code service dans Chorus entraînera le rejet de la facture.

5.2.3. Mode de règlement :

Le mode de règlement est le virement administratif.

5.2.4. Nantissement :

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par les articles R.2191-46 à R.2191-62, du code de la commande publique, sont désignés :

- comme ordonnateur : le président de l'université Paris 8,
- comme comptable assignataire des paiements : l'agent comptable de l'université Paris 8,
- comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'articles R2191-62 du code de la commande publique : l'agent comptable de l'université Paris 8.

5.2.5. Présentation des demandes de paiement :

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le numéro du compte bancaire ou postal,
- Le numéro et l'objet du marché ou de l'accord-cadre,
- Le numéro du lot, le cas échéant,
- Le numéro de bon de commande (n° EJ),
- La date d'exécution des prestations,
- La nature des prestations exécutées,
- Les quantités, les prix unitaires ou forfaitaires,
- Le montant total HT,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant T.T.C
- La date et l'adresse de facturation Université Paris 8 Service facturier Boîte 76, 2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX

L'absence d'une mention obligatoire, et plus particulièrement le numéro du marché ou de l'accord-cadre et de commande (n° EJ) entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus.

5.2.6. Périodicité des paiements :

Les paiements sont réalisés à l'admission définitive des prestations (initialisation du marché, session d'examen, interventions ponctuelles...).

La partie éventuelle des prestations faisant l'objet d'un abonnement est payée trimestriellement à terme échu.

5.2.7. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Article 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

Les dispositions correspondantes sont fixées dans le CCTP. Les engagements du titulaire relatifs au taux de disponibilité de la solution sont fixées dans son offre technique et notamment dans le document « réponse aux besoins ».

6.2. Développement durable

6.2.1. Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

Le titulaire garantit que les conditions dans lesquelles il exécute le présent accord-cadre veillent à :

- des actions de réduction et tri de l'ensemble des déchets du groupe et notamment les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques)
- participent à la mise en œuvre d'une politique informatique durable et éco responsable Par exemple :
 - En dématérialisant les livrables et documents produits pour l'exécution des prestations ;
 - Lorsque les impressions de documents ne peuvent pas être évitées, en privilégiant les impressions recto-verso, en noir et blanc, sur du papier éco labellisé (NF environnement, écolabel européen ou équivalent) et recyclé (APUR

ou équivalent).

Le Titulaire garantit que les conditions dans lesquelles il exécute le présent accord-cadre veillent au respect de ses engagements (éléments probants et indicateurs) indiqués dans son offre ainsi que leur suivi, devant a minima prendre en considération les aspects suivants :

- Communiquer le livrables en priorité sous format dématérialisé, le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement ;
- Démontrer l'usage de bonnes pratiques (type de logiciel, numérique responsable, éco-conception des services numériques), de certifications ou labélisations obtenues ;
- Le titulaire met en place une politique de type Green IT dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés) ;
- Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs utilisés lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certified, EPEAT ou équivalent). Le titulaire remet à l'acheteur dans les 6 mois suivant la notification de l'accord-cadre la liste du matériel (y compris les équipements informatiques) écolabellisé utilisé dans le cadre de l'accord-cadre, ainsi que les justificatifs ;
- Le titulaire met en place des dispositions permettant de réduire son empreinte environnementale dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre. Il rend compte, à la demande de l'université Paris 8, des actions réalisées afin de réduire son empreinte environnementale en matière :
 - d'hébergement et de tri de données ;
 - éco-conception des services numériques ;
 - de gestion des courriels raisonnée ;
 - de recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations de l'accord-cadre.
- En cas de déplacement :
 - Le titulaire privilégie, pour le site concerné par l'accord-cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.
 - Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

- Participer globalement à la mise en œuvre d'une politique informatique durable et éco responsable.

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification de l'accord-cadre.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification de l'accord-cadre arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document. »

*Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

Le titulaire s'assure du respect, par ses sous-traitants, des recommandations environnementales fixées par le présent accord-cadre.

6.3. Autres stipulations

6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles

et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les cas suivants :

- Ajout de nouveaux services tels que : examens oraux, anti-plagiat, surveillance asynchrone ou tout autre service lié à l'objet du marché
- Organisation d'examens pour d'autres composantes de l'université
- L'évolution ou l'ajustement du calendrier d'exécution des prestations prévues ;
- La nécessité de répondre à des enjeux nouveaux en matière de systèmes d'information et de sécurisation des données ;
- La nécessité de répondre à des normes applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Ces modifications ne pourront pas entraîner une augmentation du montant maximum du marché de plus de 30 %.

En cas d'ajout ou de retrait d'éléments au contrat, les prix sont négociés avec le titulaire ; l'université pourra imposer qu'il soit appliqué au maximum le prix moyen du détail des prix figurant au BP.

6.3.2. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

Article 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2. Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

7.1.3. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

7.1.4. Obligation de vigilance :

Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

7.1.5. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.6. Respect des principes de laïcité et de neutralité :

Le présent accord-cadre confie à ses titulaires l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, les titulaires doivent prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent accord-cadre, les titulaires veillent à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles ils exercent une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Les titulaires communiquent à l'acheteur les mesures qu'ils mettent en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

Les titulaires veillent également à ce que les personnes auxquelles ils confient une partie de l'exécution du service objet du présent accord-cadre respectent les obligations susmentionnées.

Ils s'assurent que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Les titulaires communiquent à l'Université Paris 8 chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'Université Paris 8 en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Les titulaires informent les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : *Direction du patrimoine*.

Ils informent sans délai la direction des manquements dont ils ont connaissance, ainsi que des mesures qu'ils ont prises ou entendent mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'Université Paris 8 peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Les titulaires veillent à ce que cette prérogative leur soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

Lorsque les titulaires méconnaissent les obligations susvisées, l'Université Paris 8 les met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'Université Paris 8 se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire définies dans le présent contrat,

puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

7.1.7. Réparation des dommages :

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

7.1.8. Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations de résultat du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le respect des règles de l'art, conformément aux intérêts de l'université Paris 8. Il met en œuvre les moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires pour atteindre les résultats attendus et respecter les niveaux de service définis au CCTP. Il assure la stabilité des ressources affectées à l'accord-cadre et veille à mobiliser des compétences adaptées.

Le titulaire est tenu, pour l'ensemble des prestations, à une obligation de résultat, notamment en matière de continuité de service, de disponibilité, de délais d'intervention et de résolution, et de qualité des prestations fournies.

À ce titre, il s'engage notamment à :

- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre (qualité des interventions, fiabilité des informations transmises, conformité des livrables) ;
- fournir une assistance fonctionnelle et technique à l'université lors de l'exécution des missions ;
- livrer les résultats (livrables) et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent accord-cadre ;

- coopérer pleinement avec l'université dans le cadre du pilotage de l'accord-cadre ;
- demander à l'université toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre et corriger tous les points pour lesquels l'université a opposé des remarques et dans les délais émis par l'université, conformément aux documents régissant le présent accord-cadre.

Le titulaire du présent accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. Il a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent accord-cadre et assurer sa bonne fin. Le titulaire est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution des prestations peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'université ou à des tiers.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, le titulaire rend compte à l'université dans le cadre des réunions des instances de pilotage, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite des prestations. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le présent accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 22 du présent CCAP.

7.3. Obligations liées à la sécurité

7.3.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Les stipulations correspondantes figurent à l'annexe 1 à l'AE relative à la protection des données personnelles.

7.3.2. Sécurité, confidentialité et secret professionnel

1. Sécurité

Le titulaire met en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la sécurité du système d'information de l'acheteur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, il veille notamment à préserver la disponibilité, l'intégrité, la confidentialité et la traçabilité des équipements, données et services auxquels il accède ou qu'il manipule.

Le titulaire respecte les consignes de sécurité communiquées par l'acheteur. Le titulaire s'engage à ne pas introduire de logiciels, composants ou matériels susceptibles d'altérer le niveau de sécurité du système d'information, y compris tout élément malveillant.

Tout incident ou événement susceptible d'affecter la sécurité du système d'information doit être signalé sans délai à l'acheteur. Le titulaire coopère pleinement pour analyser l'incident, identifier ses causes, mettre en place les mesures correctives nécessaires et prévenir toute récurrence.

2. Confidentialité et secret professionnel

En application de l'article 5 du CCAG-TIC, chacune des parties s'engage à conserver et à ne

pas divulguer, les informations et documents de quelque nature que ce soit, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre concernant l'autre partie.

Plus précisément, en aucun cas les logiciels, les procédures de gestion, ainsi que les documents émis par l'acheteur ne pourront être cédés, reproduits, divulgués ou publiés par le titulaire, sauf accord préalable et écrit de l'acheteur.

Les deux parties se portent fort du respect du présent engagement du secret par leurs préposés ou toute autre personne dont elles ont la responsabilité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du présent accord-cadre et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son accord-cadre avec le l'acheteur à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable de l'acheteur.

Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales, ainsi qu'à une résiliation conformément à l'article 16.1 ci-dessous.

7.4. Responsabilité Sociétale des Entreprises

Le titulaire s'engage à :

- respecter l'ensemble des obligations légales et conventionnelles relatives au droit du travail, à la santé et à la sécurité au travail ;
- promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la diversité et la non-discrimination ;
- favoriser la formation continue des personnels intervenant sur l'accord-cadre, notamment sur les bonnes pratiques environnementales et la qualité de service ;
- garantir que ses sous-traitants respectent les mêmes engagements sociaux.

Article 8. CESSION

Les droits et obligations résultant du présent accord-cadre sont intuitu personae et ne peuvent être transférés à un tiers sans l'accord préalable et écrit de l'université Paris 8.

Toute opération affectant la structure du titulaire doit être portée à la connaissance de l'université sans délai, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Ces opérations incluent, notamment :

- rachat, fusion, absorption ou cession d'activité ;
- changement de contrôle ;
- modification de la forme juridique, de la dénomination sociale ou des organes dirigeants.

Lorsque ces modifications sont de nature à impacter l'exécution de l'accord-cadre, elles donnent lieu, le cas échéant, à la passation d'un avenant.

À défaut d'accord écrit de l'université, toute cession ou transfert est nul et inopposable.

Le titulaire prend toutes mesures nécessaires pour assurer la continuité complète et ininterrompue des prestations pendant et après l'opération, quelles qu'en soient les modalités.

Article 9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG/TIC, les pénalités suivantes seront appliquées :

- **Pénalité pour indisponibilité de la plateforme** : en cas de non-respect des engagements du Titulaire en matière de disponibilité de la plateforme :
 - o En période de préparation des sessions d'examen : 100 € par tranche de 5 mn,
 - o En période de déroulement d'une session d'examen : 1 000 € par tranche de 5 mn. Au-delà de 10 mn d'indisponibilité, l'annulation de l'épreuve entraîne l'application d'une pénalité de 10 000 € en sus de la réfaction sur le montant de la commande.
 - o Hors période d'examen : 100 € par tranche de 5 mn
 - o En cas de retard de plus de 15 mn dans le démarrage de la session d'examen et d'annulation de l'épreuve, il sera appliqué une pénalité de 10 000 € en sus de la réfaction sur le montant de la commande.
- **Autres indisponibilités en cours d'examen** : au-delà de 15 mn d'indisponibilité : 500 € par tranche de 15 mn.
- **Pénalité pour retard dans la transmission des livrables attendus** (voir exigences au CCTP) : une pénalité de 20 € par jour de retard est appliquée.
- Pénalité pour tout autre manquement aux obligations prévues par le présent contrat : 100 € par manquement.

En outre, conformément à l'article 14.3 du CCAG, les pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité s'appliquent.

Les observations que le titulaire du marché serait amené à formuler sur les décomptes de la pénalité doivent être présentées au RPA dans un délai maximal de trente jours à compter de la notification des pénalités.

Dans le silence du titulaire, les pénalités sont appliquées par précompte sur la facturation du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total annuel du marché. En cas de non-respect des durées d'indisponibilité de la plateforme par la faute du titulaire, les pénalités sont plafonnées à 50 % du montant de la commande concernée.

9.2. Autres stipulations

9.2.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet (dans un délai de (15) quinze jours), ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

9.2.2. Pénalités et résiliation pour non-respect des principes de laïcité et de neutralité :

Lorsque les titulaires méconnaissent les obligations relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité, l'Université Paris 8 les met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'Université Paris 8 se réserve la faculté :

- soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

9.2.3. Pénalités pour retard – observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

9.2.4. Pénalités pour retard – seuil d'exonération :

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

9.2.5. Règlement des différends :

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en français. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation

exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

9.2.6. Régime des pénalités :

Toutes les pénalités sont cumulables ; dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte serait prise en considération.

Les pénalités, non soumises à la T.V.A., sont déduites du montant de la facture TTC ; elles sont précomptées par ordre de préférence sur la facture correspondant à la prestation ou les factures de l'accord-cadre ou du marché. Elles pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

9.2.7. Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet (sous couvert d'un préavis minimum de (15) quinze jours) pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Notamment, l'université pourra résilier le marché au tort du titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des exigences de sécurité et de confidentialité des données personnelles ;
- Annulation de 2 (deux) sessions d'examen motivée par un défaut de la plateforme

9.2.8. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Montreuil

7, Rue Catherine Puig

Montreuil

93558

Téléphone : 01 49 20 20 00

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Site internet : <http://montreuil.tribunaladministratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Article 10. FIN DU CONTRAT

10.1. Destruction des données :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TIC, à la fin du contrat le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit dans un délai de 3 mois les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information. Cette destruction fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'acheteur.

10.2. Réversibilité

Les stipulations correspondantes figurent dans le CCTP.

10.3. Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général, en application de l'article 51 du CCAG-TIC. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

10.3.1. Résiliation pour révision des prix :

L'université Paris 8 peut résilier le présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les conditions prévues au chapitre VIII du CCAG/TIC sous couvert d'un préavis minimum d'un (1) mois si la révision des prix conduisait à une augmentation annuelle supérieure à celle prévue à l'article 5.1.2 du présent CCAP.

10.3.2. Réversibilité :

Le contrat inclut une prestation de réversibilité telle que définie aux articles 38.4 et 42 du CCAG TIC. Les opérations de réversibilité et leur durée sont définies dans le Plan de réversibilité annexé au contrat.

10.3.3. Utilisation des résultats :

Conformément à l'article 46.2.1 du CCAG TIC, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du chapitre 7 du CCAG TIC en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

10.3.4. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

10.3.5. Garantie :

Sans objet

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1.4 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2.3 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)